

COP DES LYCÉENS 2024

ENJEUX CLIMATIQUES DE RETOUR À PARIS



“NOUS AVONS LE POUVOIR DE CHANGER LE MONDE”

De retour à Paris le premier octobre 2024, comme en 2015, la COP nous met face aux enjeux environnementaux contemporains. Ceux-ci sont néanmoins beaucoup plus important qu'en 2015. L'accord de Paris, progrès majeur des COP, ne permet plus de répondre à ces enjeux. A travers une simulation de COP réalisés par des lycéens des quatre coins du monde, ils ont joué le rôle de représentants étatiques. Les états ont donc dû trouver de nouvelles solutions afin de préserver les écosystèmes mais surtout les populations humaines. Les différents pays se sont donc lancés dans des négociations, voici le récapitulatif de celles-ci.



UNE COP MOYENNEMENT AMBITIEUSE

Bien que les États aient accompli des avancées notables dans la cause écologique, en particulier en reconnaissant les besoins d'adaptation des pays en développement face au réchauffement climatique, cet accord restent malheureusement timides dans leurs ambitions. Certes, des progrès ont été faits, mais ce texte reste lacunaire sur des enjeux essentiels, tels que l'usage des terres, la lutte contre la déforestation, et la préservation des zones littorales, laissant ces sujets fondamentaux sans réponses adéquates. Les décisions prises à cet égard se limitent souvent à de simples déclarations d'intention ou à une réduction globale de seulement 5 % des émissions de CO₂, un objectif bien en deçà des nécessités actuelles.



L'URGENCE CLIMATIQUE

« 5% ce n'est peut être rien pour vous, mais pour nous ça fait la différence »

POURQUOI SI PEU D'INITIATIVES ?

D'abord, chaque pays semble encore privilégier ses propres intérêts, au détriment de l'urgence climatique. Cette observation a d'ailleurs été soulevée par le GIEC lors des discussions sur la construction en bord de mer, au cours desquelles de nombreux États ont résisté à l'idée de cesser ces activités afin de préserver leur capacité d'exploitation des ressources naturelles. "Si vous continuez à construire ainsi, vos cultures n'existeront plus d'ici quelques années", a mis en garde le GIEC.



C'est également, les inégalités entre les pays qui mettent en difficulté les négociations : ils n'ont pas tous le même impact sur la scène internationale, n'ont pas la même économie et surtout, ne sont pas tous autant impactés par le changement climatique.

On remarque donc, que c'est généralement les même acteurs qui essaient de pousser au progrès, face à ceux qui le limitent.



DES NÉGOCIATIONS TENDUES

“Grâce à ce consensus, certains au moins respecteraient leur engagement”
- Vanuatu

“Il ne faut pas accabler les pays les plus développés”
- Chine

DES ACTEURS AUX AMBITIONS FORTES

Comme à chaque sommet sur le climat, les acteurs de la COP arrivent avec des objectifs différents, certains plus engagés que d'autres pour faire avancer les discussions. Cette année encore, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et les ONG présentes ont rappelé l'urgence de la situation et plaidé pour des décisions ambitieuses de la part des États. Le GIEC, en particulier, n'a cessé de rappeler la gravité de la crise climatique, insistant sur l'importance d'une réponse rapide et concertée.

Un événement marquant a d'ailleurs illustré cette tension : une manifestation dans les salles de négociation. Dans l'espace dédié aux discussions sur les mesures d'atténuation, des membres d'ONG ont organisé une action de protestation, exigeant des mesures concrètes et immédiates. Ce mouvement a également ciblé la présence des lobbys industriels, perçus comme une contradiction dans une conférence censée freiner le réchauffement



climatique. Cet événement a suscité des réactions contrastées, alternant entre applaudissements et critiques, et révélant la diversité des positions parmi les délégations, parfois même au sein d'un même pays. Les pays émergents, en particulier ceux du continent africain, jouent un rôle de plus en plus crucial dans ces négociations. Fortement touchés par les conséquences du changement climatique – sécheresses, élévation du niveau de la mer, catastrophes naturelles – ces pays plaident activement pour que les pays développés intensifient leur soutien financier. Ils demandent notamment des fonds pour l'adaptation aux effets climatiques et pour compenser les pertes et dommages déjà subis. Leur participation devient incontournable, leur situation en première ligne rendant leurs demandes légitimes et urgentes.

“Arrêtez les énergies fossiles !”

De nombreuses contraintes



Ainsi, si le GIEC et les ONG se montrent particulièrement mobilisés dans cette COP, les pays émergents font aussi entendre leur voix avec force, rappelant que les décisions prises ici affecteront de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. Bien que certains États affichent également une volonté d'avancer dans certains domaines, ces négociations mettent en lumière les divergences d'intérêts, accentuées par l'impact inégal du réchauffement climatique sur les différentes régions du monde. On peut aussi noter que pendant la manifestation ayant eu lieu à la COP, la Chine a de vive voix réprimée cette action organisée par plusieurs ONG. En déclarant que les ONG n'avaient plus le droit de s'exprimer, Pékin a étouffé une voix essentielle : celle de la société civile.

Les ONG, présentes pour rappeler les enjeux climatiques et défendre l'intérêt des populations les plus vulnérables, se sont ainsi retrouvées réduites au silence dans un contexte où l'urgence écologique ne tolère pourtant aucune absence de dialogue. Cette intervention soulève des questions cruciales sur le rôle des ONG dans les négociations climatiques et sur la posture de la Chine, qui semble vouloir restreindre toute forme de contestation citoyenne.

L'INTÉRÊT DES ACTEURS NON ÉTATIQUES DANS LES COP



Le GIEC et les ONG jouent un rôle unique dans la COP : ils apportent leur expertise scientifique et technique, ainsi qu'un point de vue ancré dans l'intérêt général, souvent en faveur des groupes marginalisés ou des communautés directement affectées par le changement climatique. Ces organisations sont bien distinctes des lobbys, dont la présence dans les négociations climatiques est de plus en plus controversée. Alors que les ONG militent pour des politiques ambitieuses de réduction des émissions et des actions globales contre le réchauffement, les lobbys défendent des intérêts particuliers, souvent pour le compte d'industries dont les activités contribuent aux émissions de gaz à effet de serre.

Après cet incident, une question cruciale émerge : est-il nécessaire d'encadrer la place des lobbys dans les COP pour empêcher que leurs intérêts privés ne prennent le pas sur l'intérêt collectif ? Dans cette perspective, nous avons recueilli l'avis de la délégation tunisienne, qui propose une approche équilibrée. La Tunisie soutient l'idée de permettre aux lobbys de s'exprimer, mais de façon encadrée, et suggère de créer un espace spécifique où tous les représentants non étatiques pourraient se

réunir et débattre entre eux, sans directement influencer les délégations officielles.

Cette répression des ONG par la Chine et la question persistante de l'influence des lobbys mettent en lumière les tensions qui existent dans les COP entre les défenseurs de l'intérêt général et ceux qui cherchent à préserver des intérêts économiques spécifiques. Si les ONG, avec leurs ressources limitées, n'ont pas la même puissance de frappe que les grandes entreprises et les gouvernements, leur présence est essentielle pour garantir que la voix de la société civile et des groupes vulnérables ne soit pas complètement noyée.

La COP se trouve donc à la croisée des chemins : entre la répression des voix citoyennes, l'influence des lobbys industriels, et les urgences écologiques auxquelles nous faisons face, il devient plus nécessaire que jamais de redéfinir les règles du jeu pour que les négociations climatiques restent au service de tous, et non d'une minorité privilégiée.

Cette COP a été marquée par des engagements modérés et des tensions, notamment autour de l'influence des lobbys et de la répression des ONG par la Chine. Les promesses de soutien aux pays vulnérables ont été renouvelées, mais la question de leur réalisation demeure. En somme, la COP met en lumière l'urgence d'une action climatique plus inclusive et concrète, sans pour autant y apporter de solutions.